

97D 3863

SCI BERRI PONTHEU

Société Civile

Au capital de 1 524 , 49 euros

Siège social : 75015 Paris

65, rue de la Fédération

RCS PARIS D 414 876 722

Numéro de gestion 97 D 3903

**PROCES-VERBAL DE DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE
GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 25 AVRIL 2005**

**Greffier du Tribunal de
Commerce de Paris**

I M R

10 JUIN 2005

L'an deux mille cinq,

Le 25 avril,

A 11 heures,

N° DE DÉPOT 35098

Les associés de la société civile immobilière « SCI BERRI PONTHEU », se sont réunis sur convocation régulière de leur gérant en assemblée générale extraordinaire.

Sont présents :

- Société FINANCIERE FAMIHENRY titulaire de	26 parts
- Société FINANCIERE FAMIJULIEN titulaire de	25 parts
Monsieur Frédéric BANJOUT titulaire de	49 parts
TOTAL	100 parts

Monsieur Henry AYACHE prend la présidence de l'assemblée en sa qualité de gérant.

Le Président dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- le double des lettres de convocation adressées aux associés ;
- le texte des résolutions présentées à l'assemblée.

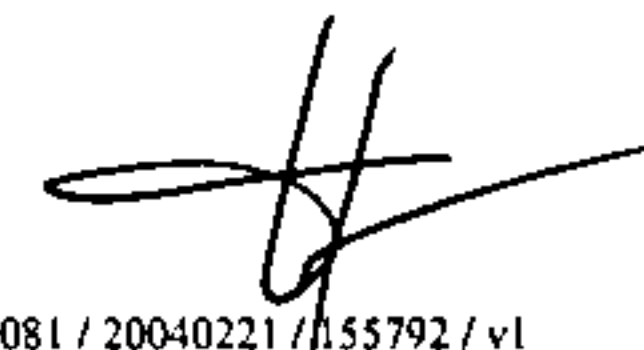
Le Président précise que tous les documents nécessaires à l'information des associés leur ont été communiqués dans les conditions prévues par les textes réglementaires et les statuts.

L'assemblée générale lui donne acte de sa déclaration.

Puis le Président rappelle l'ordre du jour de la présente assemblée.







Ordre du jour

- agrément de la société civile MONIQUE et de la société civile MICHELLE en qualité de nouvelles associées ;
- modification en conséquence de l'article 7 des statuts, suite à l'agrément des nouveaux associés ;
- pouvoirs pour les formalités.

Monsieur le Président expose que la société civile FAMIJULIEN et la société civile FAMIHENRY envisagent de céder l'intégralité de leurs parts sociales, de la manière suivante :

1) – La société civile FAMIJULIEN souhaite céder à la société civile MONIQUE vingt cinq (25) parts sociales qu'elle possède dans la SCI BERRI PONTHEU.

2) – La société civile FAMIHENRY souhaite céder à la société civile MICHELLE vingt six (26) parts sociales qu'elle possède dans la SCI BERRI PONTHEU.

Monsieur le Président rappelle que, conformément à l'article 12 a) des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

Monsieur le Président demande donc à l'assemblée générale extraordinaire des associés d'agréer la Société civile MONIQUE et la Société civile MICHELLE en qualité de nouvelles associées de la SCI BERRI PONTHEU et de modifier l'article 7 des statuts en conséquence.

Diverses observations sont alors échangées et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes.

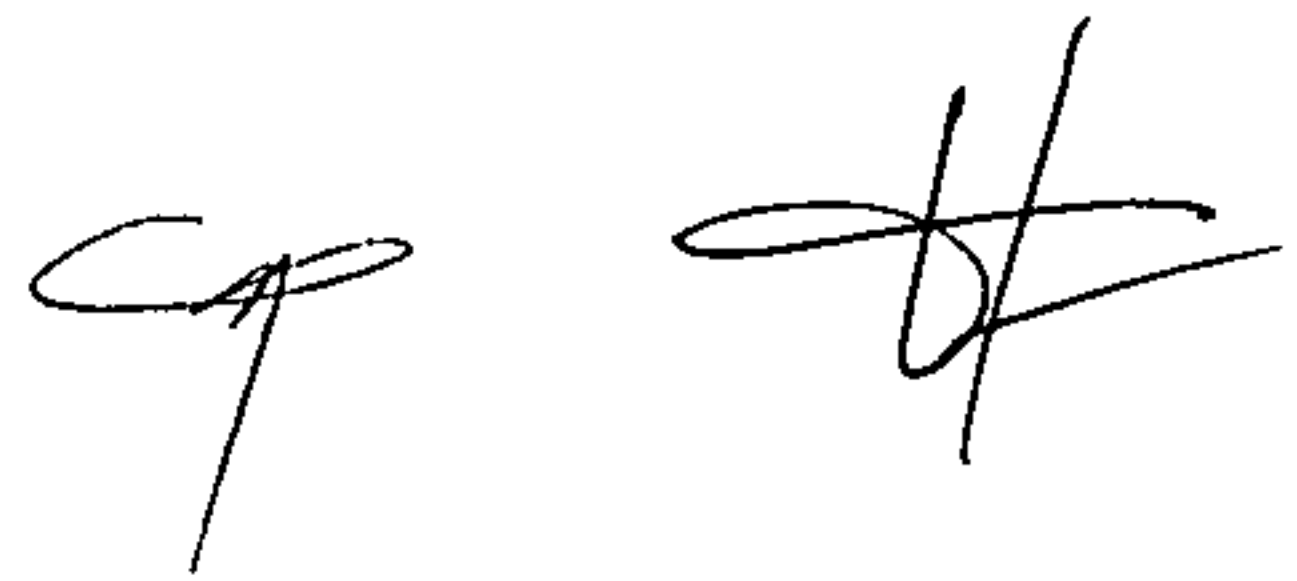
PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de l'intention que leur ont exprimé la société civile FAMIJULIEN et la société civile FAMIHENRY de céder l'intégralité de leurs parts sociales aux conditions ci-dessus exposées, décide d'agréer la Société civile MONIQUE et la Société civile MICHELLE en qualité de nouvelles associées de la SCI BERRI.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence de la résolution qui précède et sous la condition suspensive de la régularisation des cessions ci-dessus exposées, décide de modifier l'article 7 des statuts de la société qui sera désormais libellé comme suit :



"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE EUROS QUARANTE NEUF CENTS (1.524,49 €) divisé en 100 parts, non libérées, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés, en proportion de leurs apports respectifs et compte tenu de transmissions de parts intervenues au sein de la société depuis sa constitution, savoir :

- A la société civile MICHELLE
à concurrence de 26 parts sociales, 26 parts
numérotées de 1 à 26, ci
- A Monsieur Frédéric BANJOUT
à concurrence de 49 parts 49 parts
numérotées de 27 à 75
- A la société civile MONIQUE
à concurrence de 25 parts sociales, 25 parts
numérotées de 76 à 100, ci
- Ensemble CENT PARTS, ci 100 parts**

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

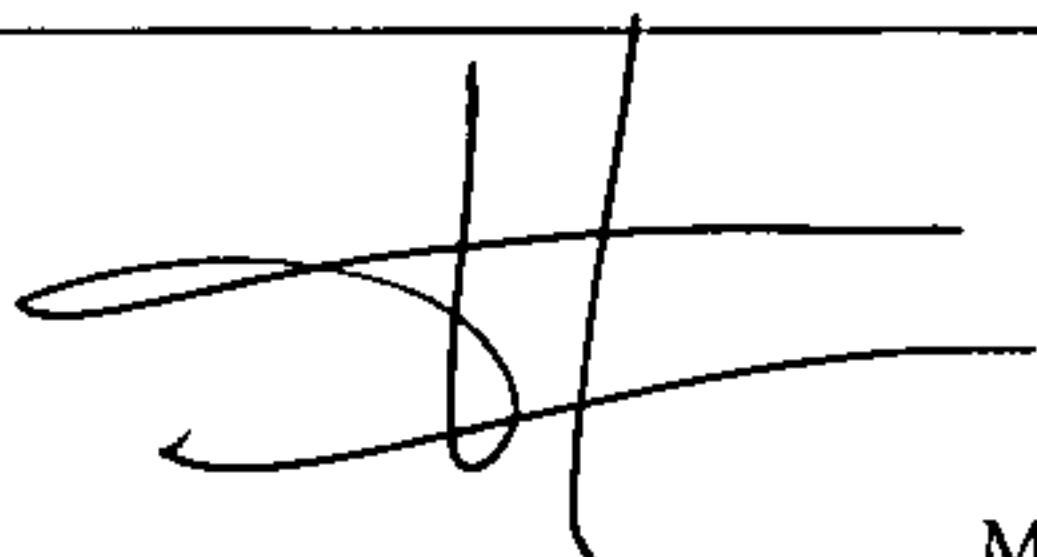
L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement des formalités.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

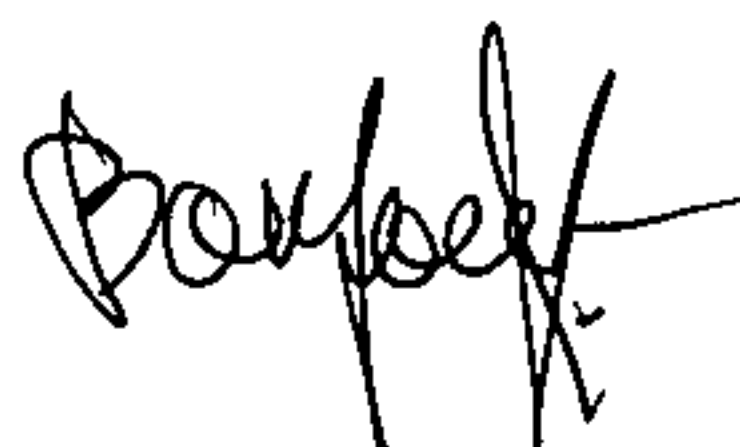
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11 heures 30. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés.

Financière FAMIJULIEN
Représentée par Monsieur Julien AYACHE

Financière FAMIHENRY
Représentée par Monsieur Henry AYACHE



Monsieur Frédéric BANJOUT



ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

1. SOCIETE FINANCIERE FAMIHENRY, Société Civile au capital de 3.127.800 €, dont le siège social est situé 65, rue de la Fédération – 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro D 433 940 130, représentée par son gérant Monsieur Henry Ayache,

Ci-après dénommée le « **Cédant** »,
D'une part,

Et

2. SOCIÉTÉ CIVILE MICHELLE, Société Civile au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 65, rue de la Fédération – 75015 Paris, en cours d'immatriculation, représentée par son gérant Monsieur Henry Ayache,

Ci-après dénommée le « **Cessionnaire** »,
D'autre part.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

- I. Le Cédant détient en pleine propriété 26 parts sociales numérotées de 1 à 26, (ci-après les « **Parts Sociales** ») sur les 100 parts sociales composant le capital de 1.524,49 euros de la Société Civile Immobilière BERRI - PONTHEU, dont le siège social est à Paris (75015), 65, rue de la Fédération, immatriculée sous le numéro D 414 876 722 RCS Paris (ci-après la « **SCI** »).
- II. Le Cédant souhaite céder au Cessionnaire les Parts Sociales, qui souhaite les acquérir.



Enregistré à : RECETTE ELARGIE GRENELLE-JAVEL

Le 19/05/2005 Bordereau n°2005/197 Case n°5

Ext 1070

Enregistrement : 7 538 €

Timbre : 54 €

Total liquidé : sept mille cinq cent quatre-vingt-douze euros

Montant reçu : sept mille cinq cent quatre-vingt-douze euros

L'Agent



CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

Article 1 - Cession des Parts Sociales

- 1.1 Le Cédant cède et transfère ce jour les Parts Sociales au Cessionnaire, qui les acquiert.
- 1.2 Les Parts Sociales émises par la SCI ne sont représentées par aucun titre, leur propriété résultant uniquement du présent acte et des statuts.

Article 2 - Prix

La présente cession de Parts Sociales est consentie et acceptée moyennant le prix fixe et forfaitaire de cent cinquante sept mille quarante quatre euros et quarante deux cents (157.044,42 €) qui est payé intégralement comptant par le Cessionnaire au Cédant.

Article 3 - Agrément du Cessionnaire

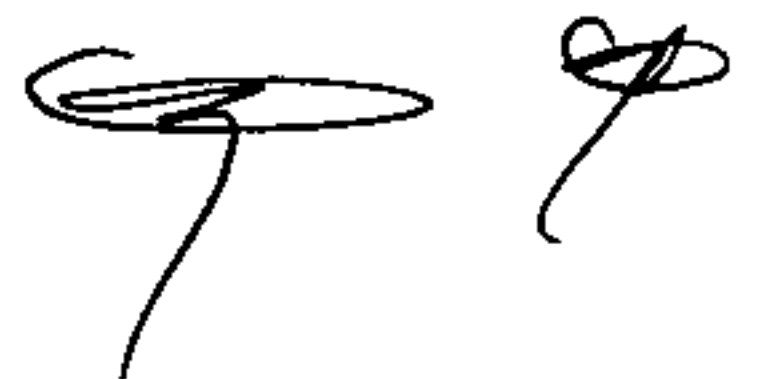
Conformément à l'article 12 a) des statuts de la SCI, le Cessionnaire a été agréé, par une décision des associés tenue ce jour préalablement à la présente cession, dont le Cessionnaire reconnaît avoir eu communication du procès-verbal.

Article 4 – Formalités

La présente cession de Parts Sociales sera signifiée par acte extrajudiciaire à la SCI ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant déclare que les Parts Sociales ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la SCI. Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, en outre, que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la SCI.

Deux originaux de l'acte de cession de Parts Sociales seront déposés au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la SCI est immatriculée, tous pouvoirs avec faculté de subrogation étant donnés à tout porteur d'originaux du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.



Article 5 - Frais

Le Cessionnaire supportera les frais de signification, droits d'enregistrement, publicité, formalités ou autres afférents à la présente cession des Parts Sociales.

Fait à Paris,
Le 25 avril 2005,
En 6 originaux.



Société Financière FAMIHENRY
Représentée par Monsieur Henry Ayache



Société Civile MICHELLE
Représentée par Monsieur Henry Ayache

ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

1. SOCIETE FINANCIERE FAMIJULIEN, Société Civile au capital de 3.125.930 €, dont le siège social est situé 59, Boulevard Murat – 75016 Paris, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro D 433-940-130, représentée par son gérant Monsieur Julien Ayache, 481 968 212

Ci-après dénommée le « **Cédant** »,
D'une part,

Et

2. SOCIÉTÉ CIVILE MONIQUE, Société Civile au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé au 59 Boulevard Murat – 75016 Paris, en cours d'immatriculation, représentée par son gérant Monsieur Julien Ayache,

Ci-après dénommée le « **Cessionnaire** »,
D'autre part.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

- I. Le Cédant détient en pleine propriété 25 parts sociales numérotées de 76 à 100, (ci-après les « **Parts Sociales** ») sur les 100 parts sociales composant le capital de 1.524,49 euros de la Société Civile Immobilière BERRI - PONTHEU, dont le siège social est à Paris (75015), 65, rue de la Fédération, immatriculée sous le numéro D 414 876 722 RCS Paris (ci-après la « **SCI** »).
- II. Le Cédant souhaite céder au Cessionnaire les Parts Sociales, qui souhaite les acquérir.

Enregistré à : RECETTE ELARGIE DE PARIS 16E AUTEUIL

Le 19/05/2005 Bordereau n°2005/146 Case n°8

Ext 788

Enregistrement : 7 248 C

Timbre : 54 €

Total liquidé : sept mille trois cent deux euros

Montant reçu : sept mille trois cent deux euros

La Contrôleuse

Christèle C. E.
Contrôleuse des impôts

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

Article 1 - Cession des Parts Sociales

- 1.1** Le Cédant cède et transfère ce jour les Parts Sociales au Cessionnaire, qui les acquiert.
- 1.2** Les Parts Sociales émises par la SCI ne sont représentées par aucun titre, leur propriété résultant uniquement du présent acte et des statuts.

Article 2 - Prix

La présente cession de Parts Sociales est consentie et acceptée moyennant le prix fixe et forfaitaire de cent cinquante et un mille quatre euros et vingt cinq cents (151.004,25 €) qui est payé intégralement comptant par le Cessionnaire au Cédant.

Article 3 - Agrément du Cessionnaire

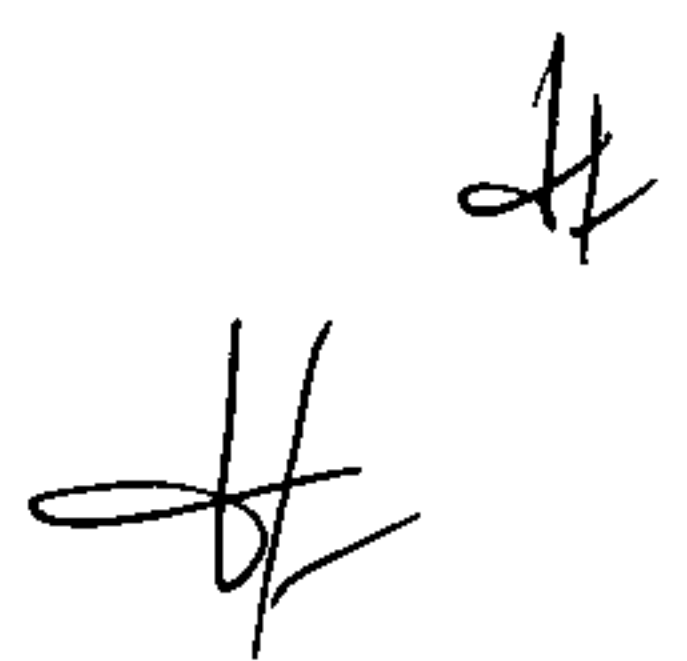
Conformément à l'article 12 a) des statuts de la SCI, le Cessionnaire a été agréé, par une décision des associés tenue ce jour préalablement à la présente cession, dont le Cessionnaire reconnaît avoir eu communication du procès-verbal.

Article 4 – Formalités

La présente cession de Parts Sociales sera signifiée par acte extrajudiciaire à la SCI ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant déclare que les Parts Sociales ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la SCI. Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, en outre, que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la SCI.

Deux originaux de l'acte de cession de Parts Sociales seront déposés au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la SCI est immatriculée, tous pouvoirs avec faculté de subrogation étant donnés à tout porteur d'originaux du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

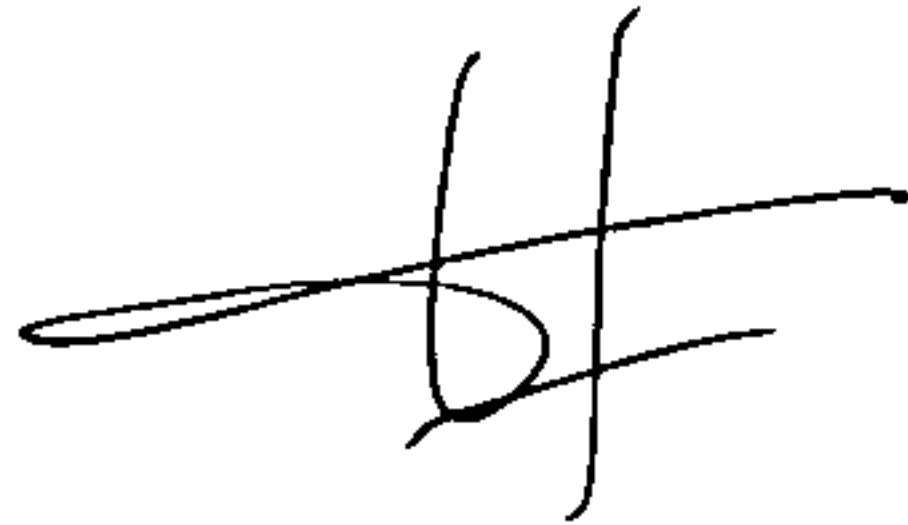


Article 5 - Frais

Le Cessionnaire supportera les frais de signification, droits d'enregistrement, publicité, formalités ou autres afférents à la présente cession des Parts Sociales.

Fait à Paris,
Le 25 avril 2005,
En 6 originaux.

Société Financière FAMIJULIEN
Représentée par Monsieur Julien Ayache



Société Civile MONIQUE
Représentée par Monsieur Julien Ayache



"SCI BERRI-PONTHIEU"

SOCIETE CIVILE

AU CAPITAL DE 10 000 FRANCS

SIEGE SOCIAL : 75015 PARIS
65 rue de la Fédération

R.C.S PARIS D 414 876 722

Numéro de gestion 97 D 3903

SIRET : 414 876 722 000 11

S T A T U T S
=====

Copi- collé

PREMIERE PARTIE

STATUTS

Titre I .

CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

Article 1er
Forme

La société est de forme civile.

Article 2
Objet

La société a pour objet : l'achat, l'administration, l'exploitation de tous biens immobiliers et notamment du lot 10 dépendant d'un immeuble sis à PARIS (8ème arrondissement) 12 rue de Berri et 72 rue de Ponthieu et généralement toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3
Dénomination

La Société est dénommée "SCI BERRI - PONTIEU".

Article 4
Siège

Le siège social est à PARIS (15ème arrondissement) 65 rue de la Fédération.

Article 5
Durée

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL

Article 6
Capital

Le capital social est de 10.000 francs.

Il est divisé en 100 parts de CENTS FRANCS (100 F) chacune, numérotées de 1 à 100.

Article 7
Répartition du capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE EUROS QUARANTE NEUF CENTS (1.524,49 €) divisé en 100 parts, non libérées, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés, en proportion de leurs apports respectifs et compte tenu de transmissions de parts intervenues au sein de la société depuis sa constitution, savoir :

- | | |
|---|------------------|
| - A la société civile MICHELLE
à concurrence de 26 parts sociales,
numérotées de 1 à 26, ci | 26 parts |
| - A Monsieur Frédéric BANJOUT
à concurrence de 49 parts
numérotées de 27 à 75 | 49 parts |
| A la société civile MONIQUE
à concurrence de 25 parts sociales,
numérotées de 76 à 100, ci | 25 parts |
| Ensemble CENT PARTS, ci | 100 parts |

Article 8
Augmentation du capital

Le capital peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté, notamment par la création de parts nouvelles, attribuées en représentation d'apports en espèces ou en nature.

Article 9
Réduction du capital

Le capital peut aussi être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

TITRE III

DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Chapitre Ier

DROITS DES ASSOCIES

Article 10
Droits attachés aux parts

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices et celle du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

Article 11
Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun, choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice, à la demande du plus diligent.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Article 12

a) Mutations entre vifs

Les cessions de parts doivent être faites par acte authentique ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la société qu'après la signification ou l'acceptation prévue par l'article 1690 du Code Civil. Cette formalité peut également être accomplie par transfert sur les registres qu'elle tient en application de l'article 1865 alinéa 1 du Code Civil et du décret numéro 78-704 (article 51). Elles ne sont opposables aux tiers que lorsqu'elles ont de surcroît été publiées.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de tous les associés.

A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui projette de céder ses parts doit en faire la notification à chacun des associés et à la société, par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant le nombre de parts devant être cédées, le délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée, ainsi que, s'il est une personne physique, le nom, les prénoms, le domicile et la profession du cessionnaire proposé et, s'il est une personne morale, la dénomination, la forme, le capital, le siège, le numéro d'immatriculation et le représentant du cessionnaire projeté.

Dans le mois de la réception de la notification, la gérance doit convoquer les associés en assemblée générale ou les consulter par écrit, pour qu'ils se prononcent sur l'agrément sollicité.

Lorsqu'ils refusent le cessionnaire proposé, les associés doivent se porter acquéreurs.

Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des autres associés ou les acquérir elle-même en vue de leur annulation.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre d'achat par la société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Toutefois, le cédant peut finalement décider de conserver ses parts, lors même que le prix adopté par les experts serait égal à celui moyennant lequel devait avoir lieu la cession projetée.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la dernière des notifications par lui faite aux autres associés et à la société de son projet de cession, l'agrément est réputé acquis, à moins que ces autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société.

Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre cette décision caduque, en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

Lorsque l'agrément est donné ou supposé acquis, la cession projetée doit être régularisée dans un délai de deux mois à compter de l'agrément ou de la date à laquelle il est réputé acquis. Passé ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les mutations entre vifs à titre onéreux ou à titre gratuit, sauf à celles au profit de descendants.

b) Mutations par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers en ligne directe et son conjoint sont de plein droit associés, sans qu'il leur soit besoin d'obtenir un agrément ; mais ils ne peuvent faire valoir leurs droits qu'après avoir notifié à la société leurs qualités héréditaires et en avoir justifié.

Quant aux autres héritiers et ayants-droit, ils ne deviennent associés qu'après avoir été agréés dans des conditions identiques à celles figurant au paragraphe ci-dessus "Mutations entre vifs".

Article 13

Nantissement - Réalisation forcée

Le nantissement de parts et la réalisation forcée de parts ne procédant pas d'un nantissement doivent avoir lieu conformément aux dispositions des articles 1866 et 1867 du Code Civil.

Article 14

Dissolution d'une personne morale associée

La dissolution d'une personne morale, membre de la société, ne lui fait pas perdre sa qualité d'associée.

Article 15

Fusion-scission d'une personne morale associée

Si une personne morale, membre de la société, est absorbée par voie de fusion, celle à laquelle est dévolu son patrimoine ne devient associée qu'avec le consentement de la gérance ou, le cas échéant, celui de l'assemblée générale ordinaire.

Cet agrément est sollicité de la manière prévue à l'article 12.

A défaut d'agrément et conformément à l'article 1870-1 du Code Civil, la personne morale non agréée a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur, déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843-4 du Code Civil.

Il en est de même, en cas de scission, pour la ou les personnes morales auxquelles les parts de la présente société sont dévolues.

Article 16
Redressement judiciaire - Liquidation judiciaire
Déconfiture d'un associé

Si un associé est mis en état de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, déconfiture ou procédure similaire, cet associé cesse de faire partie de la société. Il a alors droit au remboursement de ses droits sociaux, dans les conditions énoncées à l'article 1843-4 du Code Civil.

Chapitre II

OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 17
Libération des parts

I. PARTS DE NUMERAIRE. - Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs, à première demande de la gérance, et, au plus tard, quinze jours francs après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.

La libération est effectuée, en principe, au moyen de versements en numéraire. Toutefois, en cas d'augmentation de capital, elle peut avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.

A défaut de paiement des sommes exigibles, la société poursuit les débiteurs et peut faire vendre les parts pour lesquelles les versements n'ont pas été effectués, un mois après un commandement de payer demeuré infructueux. Cette mise en vente est notifiée aux retardataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec l'indication des numéros des parts en cause. Elle est, en outre, publiée dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social. Quinze jours après la publication, il est procédé à la vente des parts, aux risques et périls des retardataires, aux enchères publiques, par le ministère d'un notaire, sans mise en demeure et sans autre formalité. Le prix de vente est imputé, dans les termes de droit, sur ce qui reste dû à la société par le retardataire, lequel reste passible de la différence ou profite de l'excédent.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les parts de numéraire, en ce compris non seulement celles qui composent le capital initial, mais encore celles qui pourraient être créées à l'occasion d'une augmentation de capital.

Elles s'appliquent également, en cas d'augmentation de capital, par voie d'augmentation du nominal des parts existantes.

Elles s'appliquent enfin, s'il y a lieu, à la prime d'émission dont est assortie une augmentation de capital.

Les sommes appelées par la gérance deviennent exigibles, quinze jours francs après l'envoi d'une lettre recommandée par la gérance à l'associé ou aux associés débiteurs.

En cas de retard dans le paiement des sommes exigibles, les retardataires sont passibles d'une pénalité de 1 % par mois de retard, tout mois commencé étant compté en entier.

II. PARTS D'APPORT EN NATURE. - Les parts attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées.

Cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien apporté.

Article 18

Contribution au passif social

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Chapitre III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Soumission aux statuts et aux décisions de l'assemblée

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par les assemblées générales des associés et par la gérance.

Article 20

Titres

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Article 21
Scellés

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

TITRE IV

FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Chapitre Ier

ADMINISTRATION

Article 22
Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

S'ils sont plusieurs, les gérants peuvent agir séparément.

Article 23
Nomination - Révocation

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle peut les révoquer à tout moment.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Les gérants sont également révocables par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Article 24
Pouvoirs - Obligations

I. POUVOIRS. - La gérance est investie des pouvoirs les plus étendues, pour agir au nom de la société en vue de la réalisation de l'objet social.

La gérance peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Elle peut transférer le siège social en tout endroit du département 75 ainsi que de tout département limitrophe et modifier en conséquence la rédaction de l'article 4 des présents statuts.

II. OBLIGATIONS. - Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Les gérants doivent, au moins une fois dans l'année, rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Chapitre II

ASSEMBLEES GENERALES

Section I

Dispositions générales

Article 25

Principes

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Ses délibérations, prises conformément aux présents statuts, obligent tous les associés, même absents, incapables ou dissidents.

Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire.

Des assemblées générales, soit ordinaires, dites "ordinaires réunies extraordinairement", soit extraordinaires, peuvent, en outre, être réunies à toute époque de l'année.

Article 26

Formes et délais de convocation

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si le gérant fait droit à la demande, il procède, conformément aux statuts, à la convocation de l'assemblée des associés. Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu de la même ville ou du même département. Le lieu où se tient l'assemblée est précisé dans l'avis de convocation.

Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Elles sont faites par lettres recommandées adressées à tous les associés.

Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Article 27

Information des associés

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de comptes des gérants, le rapport d'ensemble sur l'activité de la société prévu à l'article 1856 du Code Civil, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En outre, tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de Cassation ou les experts près une Cour d'Appel.

Article 28
Assistance et représentation aux assemblées

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée.

Cependant les titulaires de parts, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours francs à compter de la mise en demeure par la société, ne peuvent être admis aux assemblées. Toutes les parts leur appartenant sont déduites pour le calcul du quorum.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de son choix associé ou non.

Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

Article 29
Bureau des assemblées

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un d'eux.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

En cas de convocation par l'un des associés, l'assemblée est présidée par celui-ci.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des associés.

Article 30
Feuille de présence

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Ce document indique quels sont :

- d'une part, les associés présents ;
- d'autre part, les associés représentés, en précisant le nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Par ailleurs, s'agissant des associés représentés, la feuille de présence fait connaître leur mandataire.

Les associés présents et représentés ainsi que les mandataires des associés représentés sont identifiés par leur nom, leur prénom usuel et leur domicile.

Les pouvoirs donnés par les associés représentés sont annexés à la feuille de présence.

La feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés représentés, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Article 31
Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 32
Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un juge du Tribunal de Commerce ou d'Instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société. Toutefois, ces procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées dans les conditions ci-dessus prévues et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les noms et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies et extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Section 2

Assemblées générales ordinaires

Article 33

Quorum et majorité

L'assemblée générale, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quels que soient le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social leur appartenant.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Article 34

Compétence - Attributions

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé.

Elle statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices.

Elle nomme, réélit ou révoque les gérants.

Section 3

Assemblées générales extraordinaires

Article 35

Quorum et majorité

L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si les deux tiers au moins des associés possédant les deux tiers du capital social sont présents ou représentés.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Article 36
Compétence - Attributions

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à la loi.

L'assemblée générale extraordinaire peut notamment :

- transférer le siège social en n'importe quel endroit du territoire métropolitain, lorsque ce transfert excède les pouvoirs attribués à la gérance ;

- transformer la société en société de toute autre forme, si ce n'est en société en nom collectif, transformation qui requiert l'accord de tous les associés, ou en société en commandite, transformation qui requiert, outre la décision de l'assemblée extraordinaire, l'accord de tous les associés devant prendre alors le statut d'associé commandité ;

- prononcer, à toute époque, la dissolution anticipée de la société ou décider sa prorogation. A ce dernier égard et conformément à l'article 1844-6 du Code Civil, l'assemblée générale extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation.

Section 4

Décisions constatées par un acte

Article 37
Décisions collectives unanimes

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenus d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessus prévu.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société, de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Chapitre III

RESULTATS SOCIAUX

Section I

Année sociale

Article 38 Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social se terminera le 31 décembre 1998.

Section 2

Comptabilité

Article 39 Documents comptables

Il est tenu, par les soins de la gérance, une comptabilité régulière et constamment à jour des recettes et dépenses intéressant la société.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de profits et pertes ainsi que le bilan de la société.

Section 3

Bénéfices

Article 40 Définition du bénéfice distribuable

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges de la société, en ce compris toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Article 41
Répartition du bénéfice distribuable

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée décide soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves. Dans ce cas, la décision indique les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par la gérance.

Les sommes distribuées sont réparties entre les associés au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social.

Section 4

Pertes

Article 42
Répartition des pertes

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

TITRE V

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 43
Dissolution

La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée.

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société.

En revanche, la société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés et notamment :

- le décès, l'incapacité ou la faillite personnelle d'un associé personne physique ;

- la dissolution, le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire d'un associé personne morale.

La société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant qu'il soit associé ou non.

Article 44

Effets de la dissolution

La société se trouve en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La personnalité morale de la société se poursuit néanmoins pour les besoins de cette liquidation et jusqu'à la publication de sa clôture.

Article 45

Assemblée générale - Liquidateurs

Pendant toute la durée de la liquidation, l'assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la société.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération. La nomination de ce ou ces liquidateurs met fin aux pouvoirs de la gérance et entraîne la révocation des pouvoirs qui ont pu être conférés à tous mandataires.

Article 46

Liquidation

L'assemblée générale règle le mode de liquidation.

Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé d'abord à rembourser aux associés le capital versé sur leurs parts sociales et non amorti.

Le surplus, s'il y a lieu, est réparti entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.

La clôture de la liquidation est constatée par l'assemblée générale.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47

Attribution de juridiction

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

DEUXIEME PARTIE

NOMINATION DU PREMIER GERANT

Monsieur Henry AYACHE est nommé premier gérant, pour une durée non limitée, ce qu'il accepte.

MISE A JOUR EFFECTUEE LE 25 AVRIL 2005